

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 28 DÉCEMBRE 1900.

Proposition de Loi relative aux élections provinciales et communales.

DÉVELOPPEMENTS

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre aux délibérations du Sénat ne comporte pas de longs développements.

Quelques-uns des principes qu'elle consacre sont déjà inscrits dans nos lois. Ils peuvent se résumer dans les points suivants :

1° Abolition du vote plural pour les élections provinciales et communales ;

2° Unification à 25 ans de l'âge électoral et à une année la durée de résidence exigée pour être inscrit sur les listes ;

3° Extension aux élections provinciales et communales de la représentation proportionnelle ;

4° Suppression dans les communes de plus de vingt mille habitants des conseillers communaux supplémentaires élus par des catégories spéciales d'électeurs ;

5° Et comme conséquences : l'obligation du vote ; le renouvellement intégral tous les quatre ans des conseils communaux et provinciaux ; et l'élection de conseillers suppléants provinciaux.

L'application de ces principes exige la modification ou l'abrogation de diverses dispositions des lois du 11 avril 1895, 12 septembre 1895, 22 avril 1898 et de la loi communale. Elles sont reprises aux articles 1 à 13 de la proposition ; les articles 14 et 15 comprennent des dispositions transitoires.

L'article 1^{er} modifie les conditions de l'électorat en supprimant le vote plural. Celui-ci n'a jamais été, tel qu'il est organisé, qu'un mode de transition. Les inconvénients et les fraudes auxquels il donne lieu se sont manifestés. Il faut y renoncer, surtout lorsque l'on a recours à la représentation proportionnelle. La Constitution a spécifié les conditions d'âge et de résidence pour les élections législatives ; il convient de les adopter pour les autres.

Les articles 2 à 4 sont relatifs aux élections provinciales. L'article 2 fixe la réunion des électeurs tous les quatre ans au premier dimanche de juin.

Le renouvellement périodique intégral des assemblées délibérantes pouvait offrir des inconvénients sous le régime de l'élection majoritaire. En effet, il pouvait, en écartant tous les anciens élus, interrompre la tradition administrative. Il n'en est pas de même sous le régime de la représentation proportionnelle. Le renouvellement intégral est même nécessaire pour en assurer l'exactitude.

Celle-ci est introduite dans les élections provinciales par l'article 3. Elle est entrée dans notre Code électoral, elle doit s'étendre à toutes nos élections. Deux systèmes ont été appliqués. Le meilleur est celui des élections législatives. Pour les élections provinciales, il offre certains inconvénients dus au petit nombre de sièges à conférer dans quelques cantons.

Il sera probablement possible d'y remédier par une répartition des votes, excédents locaux, de manière à utiliser ceux-ci pour obtenir une proportionnalité plus exacte. Nous avons pensé que nous devons présenter le système en vigueur pour les élections législatives, sauf à examiner les modifications qui pourraient l'améliorer.

Les articles 5 à 7 sont relatifs aux élections communales.

L'article 5 stipule le renouvellement intégral des conseils communaux tous les quatre ans. Il fixe au troisième dimanche d'octobre la réunion des électeurs.

L'article 6 remplace le système actuel de représentation tantôt majoritaire, tantôt proportionnelle en vigueur par le système des élections législatives. La commune ne forme qu'un seul collège électoral; ce système donne donc une proportionnalité aussi exacte que possible.

L'article 7 abroge tout le titre III de la loi du 12 septembre 1895.

L'article 8 rend applicable aux élections communales l'obligation du vote et en détermine la sanction.

L'article 9 est relatif aux listes et aux formalités électorales.

L'article 10 comprend quelques dispositions concernant l'élection, l'installation et la démission des échevins ainsi que la démission des bourgmestres et des conseillers communaux.

L'article 11 détermine la durée du mandat des conseillers communaux et l'entrée en fonctions des suppléants.

Restent dans les articles 12 et 13, des dispositions de détails, et dans les articles 14 et 15 les mesures transitoires. Elles comprennent la dissolution en 1902 des conseils provinciaux et communaux et l'application de la loi aux élections de juin et d'octobre de la même année.

Tel est l'ensemble des stipulations de notre proposition. Une seule est nouvelle, c'est le suffrage universel par la suppression du vote plural. Les autres ne sont que l'application aux élections provinciales et communales de dispositions en vigueur pour les élections législatives.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

Les articles 1 et 2 de la loi du 22 avril 1898 et la loi du 11 avril 1895 sont remplacés par les dispositions suivantes :

A. — Pour être électeur provincial et communal, il faut :

1° Etre Belge de naissance ou avoir obtenu la naturalisation ;

2° Etre âgé de vingt-cinq ans accomplis au moment où la liste électorale entre en vigueur ;

3° Etre domicilié dans la même circonscription électorale depuis un an au moins.

Les exclusions et les suspensions du droit électoral établies par les articles 20 à 23 du Code électoral sont applicables aux élections provinciales et communales.

B. — Chaque électeur ne dispose que d'un seul suffrage.

C. — La qualité d'électeur est constatée par l'inscription sur les listes électorales.

La revision des listes se fait conformément aux dispositions du titre III du Code électoral et de l'article 8 du même Code.

Toutefois, nul ne peut être maintenu, en vertu des articles 55, 57, 59 et 62 de ce Code, sur les listes électorales provinciales, s'il n'a plus sa résidence habituelle dans la province au moment de la revision des listes, ni sur les listes électorales communales, s'il n'a plus, au même moment, une résidence habituelle dans la commune.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 1 en 2 der wet van 22 April 1898 en de wet van 11 April 1895 worden vervangen door de volgende bepalingen :

A. — Om kiezer te zijn voor provincie en gemeente, moet men :

1° Belg zijn door geboorte of het burgerschap hebben verkregen ;

2° Den leeftijd van vijf en twintig jaren hebben bereikt op 't oogenblik dat de kiezerslijst van kracht wordt ;

3° Zijne woonplaats hebben in dezelfde kiesomschrijving sedert ten minste één jaar.

De uitsluitingen en schorsingen van het kiesrecht, bepaald door de artikelen 20 tot 23 van het Kieswetboek, zijn van toepassing op de verkiezingen voor provincie en gemeente.

B. — Elke kiezer mag slechts ééne stem uitbrengen.

C. — De hoedanigheid van kiezer wordt vastgesteld door de inschrijving op de kiezerslijsten.

De lijsten worden herzien overeenkomstig de bepalingen vervat in titel III van het Kieswetboek en in artikel 8 van hetzelfde Wetboek.

Niemand mag, krachtens de artikelen 55, 57, 59 en 62 van dit Wetboek, behouden worden op de kiezerslijsten voor de provincie, zoo hij, op 't oogenblik van de herziening der lijsten, zijn gewoon verblijf niet meer heeft in de provincie, evenmin als op de kiezerslijsten voor de gemeente, zoo hij, op hetzelfde tijdstip, geen gewoon verblijf meer heeft in de gemeente.

ART. 2.

L'article 4 de la loi du 22 avril 1898 est remplacé par les dispositions suivantes :

La réunion des électeurs à l'effet de procéder au renouvellement des conseils provinciaux a lieu de plein droit tous les quatre ans, le premier dimanche du mois de juin.

Dans l'article 9 de la même loi, les mots : « jouissant du triple vote » sont remplacés par « sachant lire et écrire ».

Le paragraphe suivant est ajouté à cet article :

Les présidents des bureaux électoraux désignent comme assesseurs et assesseurs suppléants les huit électeurs de la section les moins âgés parmi ceux ayant au moins quarante ans et sachant lire et écrire.

ART. 3.

L'article 11 de la loi du 22 avril 1898 est modifié comme suit :

Les dispositions des titres V et XI du Code électoral sont applicables à l'élection des conseillers provinciaux, sauf les modifications qui résultent des articles ci-après.

L'élection se fait en un seul tour de scrutin.

S'il n'y a qu'un membre à élire, le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix est élu.

Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, on fait l'application des articles 262 à 266 du Code électoral.

ART. 2.

Artikel 4 der wet van 22 April 1898 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

De vergadering der kiezers om over te gaan tot de vernieuwing van de provincieraden heeft van rechtswege plaats om de vier jaar, den eersten Zondag van de maand Juni.

In artikel 9 van dezelfde wet, worden de woorden : « driemaal stemgerechtigde » vervangen door deze woorden : « die kunnen lezen en schrijven ».

De volgende paragraaf wordt aan dit artikel toegevoegd :

Door de voorzitters van de kiesbureelen worden als bijzitters en toegevoegde bijzitters aangewezen acht kiezers van de afdeling, zijnde de jongste onder degenen die ten minste veertig jaar oud zijn en kunnen lezen en schrijven.

ART. 3.

Artikel 11 der wet van 22 April 1898 wordt gewijzigd als volgt :

De bepalingen van de titels V en XI van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van de provincieraadsleden, behoudens de wijzigingen die uit de navolgende artikelen voortspuiten.

Tot de verkiezing wordt bij eene enkele stemming overgegaan.

Moet slechts één lid verkozen worden, dan is de kandidaat, die het hoogste getal stemmen bekomen heeft, verkozen.

Wanneer er meer dan één lid te verkozen is, worden de artikelen 262 tot 266 van het Kieswetboek toegepast.

ART. 4.

Les articles 5, 36, 37 et 38 de la loi du 22 avril 1898 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Les conseillers provinciaux sont élus pour le terme de quatre ans à compter du premier mardi du mois de juillet qui suit leur élection. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges, si ces sièges doivent être occupés par des suppléants, il est procédé à leur installation à la première réunion ordinaire ou extraordinaire du Conseil provincial.

A défaut de suppléants les sièges restent vacants jusqu'à la prochaine convocation des électeurs.

ART. 5.

Les articles 1, 8, § 1, 18, 20, §§ 2 et 3, 21, 22, § 1, 25, § 2, 28, § 1, 29, 31, 39 et 40 de la loi du 12 septembre 1895 sont modifiés comme suit :

Art. 1. — La réunion ordinaire des électeurs à l'effet de procéder au renouvellement des Conseils communaux a lieu de plein droit tous les quatre ans, le troisième dimanche d'octobre.

Art. 8, § 1. — Le président de chaque bureau désigne comme assesseurs et assesseurs suppléants les huit électeurs de la section les moins âgés parmi ceux ayant au moins quarante ans et sachant lire et écrire.

Art. 18. — Le dernier paragraphe de cet article est remplacé par la disposition suivante : Les articles 254 à 256 du Code électoral sont applicables à la présentation des candidats aux élections communales.

ART. 4.

De artikelen 5, 36, 37 en 38 der wet van 22 April 1898 worden vervangen door de volgende bepalingen :

De provincieraadsleden worden verkozen voor eenen termijn van vier jaar, te rekenen van den eersten Dinsdag der maand Juli die op hunne verkiezing volgt. Zij zijn herkiesbaar.

Wanneer één of verscheidene zetels onbezet zijn, zoo deze zetels aan plaatsvervangers moeten toegekend worden, wordt er tot dezer aanstelling op de eerstvolgende gewone of buitengewone vergadering van den Provincieraad overgegaan.

Bij gebrek aan plaatsvervangers blijven de zetels onbezet tot de eerstvolgende oproeping der kiezers.

ART. 5.

De artikelen 1, 8, § 1, 18, 20, §§ 2 en 3, 21, 22, § 1, 25, § 2, 28, § 1, 29, 31, 39 en 40 der wet van 12 September 1895 worden gewijzigd als volgt :

Art. 1. — De gewone vergadering der kiezers om tot de hernieuwing van de gemeenteraden over te gaan, heeft van rechtswege plaats om de vier jaar, den derden Zondag van October.

Art. 8, § 1. — Door den voorzitter van elk bureel worden als bijzitters en toegevoegde bijzitters aangewezen acht kiezers van de afdeeling, zijnde de jongste onder degenen die ten minste veertig jaar oud zijn en kunnen lezen en schrijven.

Art. 18. — Het laatste lid van dit artikel wordt door deze bepaling vervangen : De artikelen 254 tot 256 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de candidaten voorstelling voor de gemeenteverkiezingen.

Art. 20, § 2. — Les trois premiers alinéas de l'article 257 du Code électoral sont applicables aux élections communales. Dans le cas où il y a lieu d'en faire l'application, le procès-verbal de l'élection, rédigé et signé séance tenante par les membres du bureau, est adressé immédiatement à la Députation permanente du Conseil provincial avec les actes de présentation et des extraits en sont envoyés aux élus et publiés par voie d'affiches dans la commune.

§ 3. — Dans le cas contraire, la liste des candidats est aussitôt affichée.

Art. 21. — A l'expiration du terme utile pour la présentation des candidatures, le bureau principal formule le bulletin en se conformant aux prescriptions de l'article 258 du Code électoral.

Art. 22, § 1. — Sont supprimés dans ce paragraphe les mots : « de couleur blanche pour la 1^{re} série », « de couleur rose pour la 2^{de} série ».

Art. 25, § 2. — Un exemplaire du Code électoral et des lois électorales, provinciales et communales est déposé dans la salle d'attente... etc. (comme à l'article).

Art. 28, § 1. — Sont supprimés les mots : « avec mention du nombre de voix qui leur est reconnu ».

Art. 29. — L'électeur reçoit des mains du président un bulletin de vote plié à angle droit et estampillé au verso d'un timbre portant le nom de la commune et la date de l'élection.

Les dispositions des articles 174, alinéas 3, 5 et 6, 176 et 259 du Code électoral sont applicables aux élections communales.

Art. 20, § 2. — De drie eerste alinea's van artikel 257 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de gemeenteverkiezingen. Moeten zij toegepast worden, dan wordt het proces-verbaal der verkiezing, dadelijk opgemaakt en door de leden van het bureel ondertekend, onmiddellijk gezonden, met de voorstellingsakten, aan de Bestendige Deputatie van den Provincieraad; uittreksels uit gemeld proces-verbaal worden aan de verkozenen gestuurd en door middel van plakbrieven in de gemeente bekend gemaakt.

§ 3. — Is dit het geval niet, dan wordt de lijst der kandidaten dadelijk aangeplakt.

Art. 21. — Na afloop van het tijdsbestek bepaald voor het voordragen der candidaturen, stelt het hoofdbureel het stembriefje op, met inachtneming der voorschriften van artikel 258 van het Kieswetboek.

Art. 22, § 1. — In deze paragraaf moeten de volgende woorden wegvallen: « van witte kleur voor de eerste reeks », « van rozenkleur voor de tweede reeks ».

Art. 25, § 2. — Een exemplaar van het Kieswetboek, en van de kieswetten voor provincie en gemeente, wordt in de wachtzaal neêrgelegd, enz. (zooals in artikel).

Art. 28, § 1. — De woorden: « met vermelding van het getal stemmen dat hun toegekend werd » moeten wegvallen.

Art. 29. — De kiezer ontvangt uit de handen van den voorzitter een stembriefje, rechthoekig in vieren gevouwen en op de keerzijde waarvan een zegel met den naam der gemeente en de dagteekening der verkiezing is gezet.

De bepalingen van de artikelen 174, alinea's 3, 5 en 6, 176 en 259 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de gemeenteverkiezingen.

Art. 31. — Sont supprimés au § 1 les mots : « et séparément pour chacune des séries s'il y a lieu ».

Art. 39. — Le président et l'un des membres du bureau, après avoir mêlé tous les bulletins que le bureau est chargé de dépouiller, les dépliant et les classent comme suit :

Une catégorie distincte est faite pour chacune des listes et des candidatures isolées, dans l'ordre des numéros de ces listes et candidatures, et comprend tous les bulletins valables exprimant un vote pour la liste ou un vote nominatif pour l'un de ses candidats.

Les bulletins blancs ou nuls et les bulletins suspects sont classés à part et forment deux catégories distinctes.

Il est procédé au classement et à l'examen des bulletins conformément aux articles 261, 183 et 184 du Code électoral.

Art. 40. — Les §§ 3 à 8 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Ce tableau indique :

Le nombre des bulletins trouvés dans les urnes, celui des bulletins blancs et nuls.

Il mentionne, pour chacune des listes classées dans l'ordre de leurs numéros, le nombre des votes de liste et le nombre des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Les votes de liste comprennent les votes marqués en tête des listes et les votes donnés uniquement à des suppléants, lesquels sont comptés à la fois comme votes de liste et comme votes individuels pour les suppléants.

ART. 6.

Les articles 42 à 48 de la loi du

Art. 31. — In paragraaf 1 vervallen de woorden : « en, desgevallende, afzonderlijk voor elke reeks ».

Art. 39. — De voorzitter en een der leden van het bureel, na al de stembriefjes die door het bureel moeten opgenomen worden doorengemengd te hebben, ontvouwen ze en rangschikken ze als volgt :

Eene bijzondere afdeeling wordt gemaakt voor elke der lijsten en der afzonderlijke candidaturen, naar de orde van de nummers dezer lijsten en candidaturen, en bevat al de geldige stembriefjes waarop eene stemming voor de lijst of eene stemming op naam voor een harer kandidaten is uitgedrukt.

De witte of ongeldige stembriefjes en de verdachte stembriefjes worden afzonderlijk gerangschikt en maken twee onderscheidene afdeelingen uit.

Tot de rangschikking en het onderzoek van de stembriefjes wordt overgegaan overeenkomstig de artikelen 261, 183 en 184 van het Kieswetboek.

Art. 40. — De paragrafen 3 tot 8 worden vervangen door de volgende bepalingen :

Deze tabel duidt aan :

Het getal in de bussen gevonden stembriefjes, alsmede dit van de witte en ongeldige stembriefjes.

Voor elke van de lijsten, naar de orde van hare nummers gerangschikt, vermeldt zij het getal stemmen op lijst en het getal stemmen op naam, door elken kandidaat bekomen.

Als stemmen op lijst gelden de stemmen bovenaan de lijsten uitgedrukt en de stemmen enkel aan plaatsvervangers verleend; deze stemmen gelden tegelijkertijd als stemmen op lijst en als stemmen op naam voor de plaatsvervangers.

ART. 6.

De artikelen 42 tot 48 der wet van

12 septembre 1895 sont remplacés par les dispositions suivantes :

L'élection communale se fait en un seul tour de scrutin.

Lorsqu'il n'y a qu'un seul membre à élire, le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix est élu.

Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, on fait application des articles 262 à 266 du Code électoral.

ART. 7.

Le titre III de la loi du 12 septembre 1895 est abrogé ainsi que le dernier paragraphe de l'article 70 de la même loi.

ART. 8.

Les articles 62 et 64, § 1, sont modifiés comme suit :

Art. 62. — Le vote est obligatoire pour les élections communales.

Les dispositions des articles 220 à 223 du Code électoral relatives à la sanction de l'obligation du vote leur sont applicables.

Pour l'application des dispositions de l'article 223 relatives à la récidive en matière d'absences non justifiées au scrutin, on ne doit prendre en considération que les élections de même nature. Il n'y a pas récidive si l'absence à une élection communale succède à l'absence à une élection pour la province ou pour l'une des élections législatives et réciproquement.

Art. 64, § 1. — Les dispositions du titre VI (des pénalités) du Code électoral sont applicables aux élections communales.

12 September 1895 worden vervangen door de volgende bepalingen :

Tot de gemeenteverkiezing wordt bij eene enkele stemming overgegaan.

Moet slechts één lid verkozen worden, dan is de candidaat die het hoogste getal stemmen bekomen heeft, verkozen.

Wanneer er meer dan één lid teverkiezen is, worden de artikelen 262 tot 266 van het Kieswetboek toegepast.

ART. 7.

Titel III der wet van 12 September 1895, alsmede de laatste paragraaf van artikel 70 derzelfde wet worden afgeschaft.

ART. 8.

De artikelen 62 en 64, § 1, worden gewijzigd als volgt :

Art. 62. — De stemming is verplicht voor de gemeenteverkiezingen.

De bepalingen van de artikelen 220 tot 223 van het Kieswetboek, betreffende de bekrachtiging van de verplichte stemming, zijn van toepassing op die verkiezingen.

Voor de toepassing van de bepalingen van artikel 223 betreffende de hervalling in zake van niet gerechtvaardigde afwezigheid bij de stemming, moeten slechts de verkiezingen van denzelfden aard in aanmerking genomen worden. Er is geen hervalling, zoo de afwezigheid bij eene gemeenteverkiezing volgt op de afwezigheid bij eene verkiezing voor de provincie of voor eene van beide Wetgevende Kamers en omgekeerd.

Art. 64, § 1. — De bepalingen van titel VI (strafbepalingen) van 't Kieswetboek zijn toepasselijk op de gemeenteverkiezingen.

ART. 9.

Le second alinéa de l'article 66 de la loi du 12 septembre 1895 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les listes électorales sont dressées dans ces communes en tenant compte de ces divisions ; l'article 3 de la loi du 22 avril 1898 leur est appliqué.

L'élection s'y fait en suivant les règles indiquées à l'article 3 de la présente loi, chaque section de la commune formant un collège électoral distinct dont le président est désigné conformément à l'article 5 de la loi du 12 septembre 1895.

Le bureau principal de la section où se trouve située la maison communale remplit les fonctions de bureau électoral pour l'ensemble de la commune.

ART. 10.

Les §§ 2, 3 et 4 de l'article 2 de la loi communale sont remplacés par les dispositions suivantes :

Les échevins sont élus par le Conseil communal parmi ses membres.

La deuxième phrase du § 5 est modifiée comme suit :

L'élection a lieu dans la séance d'installation qui suit le renouvellement du Conseil.

L'article 80 de la loi du 12 septembre 1895 est modifié comme suit :

La démission des fonctions de conseiller ou d'échevin est adressée au Conseil communal.

Le conseiller, le bourgmestre ou l'échevin qui contesterait le fait de sa démission peut se pourvoir devant la Députation permanente du Conseil provincial, qui prononce au plus tard dans le mois qui suit le recours.

ART. 9.

De tweede alinea van artikel 66 der wet van 12 September 1895 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

De kiezerslijsten worden in deze gemeenten opgemaakt met inachtneming van die verdeelingen ; artikel 3 der wet van 22 April 1898 is van toepassing op haar.

De verkiezing heeft er plaats volgens de regelen, door artikel 3 van deze wet bepaald : elke sectie van de gemeente maakt een afzonderlijk kiescollege uit, waarvan de voorzitter wordt aangesteld overeenkomstig artikel 5 der wet van 12 September 1895.

Het hoofdbureel der sectie, waar het gemeentehuis gelegen is, treedt als kiesbureel op voor geheel de gemeente.

ART. 10.

De §§ 2, 3 en 4 van artikel 2 der gemeentewet worden vervangen door de volgende bepalingen.

De schepenen worden door den Gemeenteraad onder dezes leden verkozen.

De tweede volzin van § 5 wordt gewijzigd als volgt :

Tot de verkiezing wordt overgegaan in de aanstellingszitting die op de hernieuwing van den Raad volgt.

Artikel 80 der wet van 12 September 1895 wordt gewijzigd als volgt :

Het ontslag van het ambt van raadslid of schepen wordt tot den Gemeenteraad gericht.

Het raadslid, de burgemeester of de schepen, die het feit van zijn ontslag zou betwisten, kan in hooger beroep komen bij de Bestendige Deputatie van den Provincieraad, die uiterlijk binnen de maand, volgende op het aanteekenen van hooger beroep, uitspraak doet.

ART. 11.

L'article 75 de la loi du 12 septembre 1895 est abrogé ; les articles 76 à 79 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Les conseillers communaux sont élus pour le terme de quatre ans à compter du 1^{er} janvier qui suit leur élection ; ils sont rééligibles.

Les bourgmestres et échevins sont également nommés ou élus pour un terme de quatre ans ; toutefois, ils perdent cette qualité si dans l'intervalle ils cessent de faire partie du Conseil.

Dans l'article 82 de la même loi sont supprimés ces mots : « Lors d'un renouvellement partiel ou d'un renouvellement intégral. »

Les §§ 1 et 2 de l'article 83 sont modifiés comme suit :

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges du Conseil communal, l'élection a lieu à la plus prochaine réunion des électeurs.

Toutefois, s'il a été élu des suppléants aux conseillers à remplacer, ceux qui suivent les premiers dans l'ordre indiqué à l'article 266 du Code électoral entrent en fonctions après la vérification de leurs pouvoirs par le Conseil communal.

ART. 12.

Le modèle n° I annexé à la loi du 22 avril 1898 et le modèle n° I annexé à la loi du 12 septembre 1895 sont remplacés par le modèle I annexé à la présente loi.

ART. 13.

Les dispositions de la présente loi seront coordonnées avec celles non abrogées des lois du 22 avril 1898 et

ART. 11.

Artikel 75 der wet van 12 September 1895 wordt afgeschaft ; de artikelen 76 tot 79 worden vervangen door de volgende bepalingen :

De gemeenteraadsleden worden verkozen voor een tijdsbestek van vier jaar te rekenen van den 1^{sten} Januari volgende op hunne verkiezing ; zij zijn herkiesbaar.

De burgemeesters en schepenen worden eveneens verkozen voor een tijdsbestek van vier jaar ; evenwel, verliezen zij deze hoedanigheid, indien zij intusschentijd ophouden deel uit te maken van den Raad.

In artikel 82 derzelfde wet vervallen deze woorden : « Bij eene gedeeltelijke vernieuwing of bij eene algeheele vernieuwing. »

De §§ 1 en 2 van artikel 83 worden gewijzigd als volgt :

Ingeval een of meer zetels in den gemeenteraad onbezet zijn, heeft de verkiezing plaats bij de eerstvolgende vergadering der kiezers.

Evenwel, zoo er plaatsvervangers van de te vervangen leden werden verkozen, treden de eerste plaatsvervangers, naar de bij artikel 266 van het Kieswetboek aangeduide orde, in bediening na onderzoek van hunne geloofsbrieven door den gemeenteraad.

ART. 12.

Model n° I, bij de wet van 22 April 1898 gevoegd, en model n° I, bij de wet van 12 September 1895 gevoegd, worden vervangen door model I, gevoegd bij deze wet.

ART. 13.

De bepalingen van deze wet zullen met de niet vervallen bepalingen der wetten van 22 April 1898 en van

du 12 septembre 1895 sous le titre de « Loi électorale provinciale et communale. »

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 14.

Le mandat des conseillers provinciaux et des députés permanents actuellement en fonctions prendra fin le 1^{er} juillet 1902.

Le corps électoral provincial sera convoqué le premier dimanche du mois de juin 1902 pour élire les nouveaux conseillers provinciaux. Le mandat des conseillers qui seront élus à cette date sera de quatre ans.

Les députés permanents seront élus également pour un terme de quatre ans dans la session ordinaire du mois de juillet 1902.

ART. 15.

Le mandat des conseillers communaux, bourgmestres et échevins actuellement en fonctions prendra fin le 31 décembre 1902.

Le corps électoral communal sera convoqué le troisième dimanche du mois d'octobre 1902 pour élire les nouveaux Conseils communaux, dont le mandat sera de quatre années. Les bourgmestres et échevins seront nommés et élus également pour un terme de quatre ans, immédiatement après l'installation du nouveau Conseil.

A. HOUZEAU DE LEHAIE,
PROSPER HANREZ,
CH. BOEYÉ,
A. FLECHET,
LÉON VANDERKELEN,
A. VERSPREEUWEN.

12 September 1895 samengevoegd worden onder den titel « Kieswet voor provincie en gemeente. »

OVERGANGSBEPALINGEN.

ART. 14.

Het mandaat van de thans in bediening zijnde provincieraadsleden en leden der Bestendige Deputatie zal op 1 Juli 1902 een einde nemen.

Het kiezerskorps voor de provincie zal worden bijeengeroepen den eersten Zondag van de maand Juni 1902 om tot de verkiezing van de nieuwe provincieraadsleden over te gaan. Het mandaat van de raadsleden, die alsdan verkozen zullen worden, zal van vier jaar zijn.

Eveneens zullen de leden van de Bestendige Deputatie gedurende den gewonen zittijd der maand Juli 1902 verkozen worden voor een tijd van vier jaar.

ART. 15.

Het mandaat van de thans in bediening zijnde gemeenteraadsleden, burgemeesters en schepenen zal op 31 December 1902 een einde nemen.

Het kiezerskorps voor de gemeente zal worden bijeengeroepen den derden Zondag van de maand October 1902 om tot de verkiezing over te gaan van de nieuwe Gemeenteraden, wier mandaat vier jaar zal bedragen. De burgemeesters en schepenen zullen eveneens voor een tijd van vier jaar worden benoemd en verkozen, onmiddellijk na de aanstelling van den nieuwen Raad.